



## ARRÊTÉ MUNICIPAL N° A 2024/245

Tournage – Interdiction temporaire de stationnement rue des Réservoirs

**LE MAIRE DE LA VILLE DE VERSAILLES,**

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil municipal n° D 2020.05.18 du 27 mai 2020 concernant les délégations de compétences du Conseil municipal au Maire, prévues à l'article L 2122-22 du code susvisé,
- Vu l'arrêté n° A 2023/234 du 3 février 2023, portant « délégations de fonctions et de signatures aux élus de la ville de Versailles – mandature 2020-2026 »,
- Vu le code de la route,
- Vu le règlement général de la circulation sur la voie publique à Versailles,
- Vu l'arrêté n° A2024/205 du 6 février 2024 portant « Tournage – Interdiction temporaire de stationnement rue des Réservoirs »,

Considérant qu'il convient de modifier les horaires de la demande formulée par **la société 109.PARIS** - 37, rue des Dames 75019 Paris pour la mise en place de deux véhicules techniques en vue de réaliser le tournage d'un film publicitaire,

Considérant qu'il convient de prendre de nouvelles mesures restrictives en matière de stationnement à cette occasion et par conséquent d'abroger l'arrêté n° A2024/205 du 6 février 2024,

### ARRÊTE

Article 1 : **L'arrêté n° A2024/205 du 6 février 2024 est abrogé.**

Article 2 : **Le stationnement des véhicules de toute nature est interdit du jeudi 22 février 2024, 8h30 au lundi 26 février 2024, 14h :**

**Rue des Réservoirs**, chaussée axiale côté des numéros impairs, du n° 1 vers le n° 3 sur une longueur de 7 places de stationnement + emplacements motos.

Article 3 : Seront considérés comme gênant la circulation, au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route, les véhicules en infraction avec les dispositions de l'article 2 du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois à compter de sa publication

Article 5 : M. le Directeur Général des services de la Ville et M. le commissaire divisionnaire, chef de la circonscription d'agglomération de Versailles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À l'Hôtel de Ville, le 12 février 2024